

*Débat spécial*

• (2010)

Ce matin, à la réunion du caucus libéral, nous avons entendu des histoires horribles semblables à celles qui ont lieu en Somalie, mais qui se produisent aujourd'hui même dans l'ex-Yougoslavie.

Nous devons également remédier à la misère humaine et concevoir de nouveaux moyens pour apporter une aide humanitaire aux peuples qui sont tellement dépossédés par la violence dans cette partie du monde. Nous devons avoir l'occasion de discuter au sujet de ce que le gouvernement prévoit de faire en s'engageant dans ces voies nouvelles.

Quels sont nos principes et est-ce que la mission des troupes canadiennes se limite à l'instauration de la paix? Quel est l'intérêt non seulement du Canada, mais surtout des Somaliens que nous essayons d'aider? Ce n'est pas vraiment en leur venant en aide aujourd'hui ainsi qu'en les désarmant, pour les abandonner ensuite et les laisser se réarmer demain, qu'on va être utile aux Somaliens.

[Français]

**Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire de la ministre des Relations extérieures et ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)):** Monsieur le Président, je voudrais vous aviser que je vais partager mon temps de parole avec l'honorable député de Rosedale.

J'interviens devant cette Chambre en ma qualité de secrétaire parlementaire de la ministre des Relations extérieures et du Développement international.

Le sujet que nous débattons aujourd'hui en est un d'une importance extrême et d'une portée historique. En effet, le rôle d'intervention que le Canada va être appelé à jouer en Somalie, aux côtés d'autres pays membres des Nations Unies, dépasse les rôles d'assistance humanitaire et de maintien de la paix que nous jouons traditionnellement au sein de la Communauté internationale.

C'est pourquoi il m'apparaît essentiel de faire porter notre réflexion sur les raisons qui justifient une intervention musclée de la part des forces multilatérales en Somalie, mais aussi sur l'incidence de la crise somalienne dans les pays de la corne de l'Afrique et dans l'ensemble du continent africain.

La décision prise par le gouvernement du Canada de participer à cette opération va beaucoup plus loin que les mesures supplémentaires déjà annoncées par le premier ministre le 21 août dernier pour soutenir l'initiative globale de sécurité et d'aide humanitaire prise par les Nations Unies en Somalie.

Elle va beaucoup plus loin parce qu'il n'y a pas d'autre alternative: tous les efforts déployés jusqu'à maintenant, et toutes les sommes d'argent investies par la Communauté internationale pour acheminer les secours aux populations affamées et malades de la Somalie, n'ont pas suffi pour atteindre les objectifs.

Au cours de cette année seulement, le Canada a fourni à la Somalie une aide alimentaire et une assistance humanitaire totalisant plus de 22 millions de dollars, incluant l'aide d'urgence destinée aux Somaliens réfugiés à Djibouti, au Kenya et au Yémen.

Elle va beaucoup plus loin parce que c'est la stabilité de toute la corne de l'Afrique qui est menacée, alors que même si la guerre civile perdure dans le sud du Soudan, certains pays sont actuellement sur la voie du redressement et des réformes. L'Éthiopie a entrepris aussi des réformes économiques et démocratiques porteuses d'espoir. Le Kenya, qui tiendra des élections le 29 décembre prochain, s'achemine vers la démocratie. Le Canada a apporté un appui substantiel aux efforts de ces deux derniers pays.

La crise somalienne et les mouvements massifs de réfugiés dans les pays de la région viennent mettre en péril tout ce processus. Le manque croissant de sécurité et la sécheresse qui a frappé le pays ont poussé quelque 700 000 Somaliens à chercher refuge dans les pays les plus proches, tandis que 300 000 autres se sont exilés en Europe, en Amérique du Nord, en Arabie saoudite, au Yémen et dans d'autres régions. Au Kenya seulement, on dénombre plus de 300 000 réfugiés somaliens. Le Canada surveillera étroitement l'évolution de ces mouvements et apportera son appui aux opérations des Nations Unies dans ce domaine.

Nous avons utilisé tous les canaux internationaux disponibles pour acheminer l'aide humanitaire dans les différentes parties de la Somalie. Plusieurs agences du réseau des Nations Unies, tels le Programme alimentaire mondial et l'Unicef, ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge, participent aux opérations de secours. Certaines organisations non gouvernementales canadiennes, appuyées par l'ACDI, sont également présentes sur le terrain, dont CARE, Médecins sans frontière, Oxfam-Québec et Hope International.

Au cours des 22 mois qui se sont écoulés depuis le renversement du président de la Somalie, la situation dans presque toutes les régions du pays n'a cessé de se détériorer. Plus de 4 millions de Somaliens souffrent de malnutrition grave et de maladies liées à la malnutrition. On compte plus de 300 000 morts depuis novembre 1991,